

AHMED OUYAHIA À CONSTANTINE :**«Remerciez les walis et Bouteflika»**

Déroutant. En lieu et place d'un programme électoral dûment élaboré, le secrétaire général du RND s'enorgueillit plutôt du bilan «fastidieux» de l'exécutif qu'il dirige. Pareillement, il n'offre en gage aux électeurs potentiels, pas plus que les projections ressassées par ce même gouvernement.

Le décor planté à l'intérieur de la salle omnisports de la nouvelle-ville Ali-Mendjeli, se prêtait parfaitement à la tonalité du discours, on ne peut mieux, populiste d'un Ahmed Ouyahia, pourtant rompu à la chose politique. Les jeunes et moins jeunes «fous du CSC» qui ont envahi les travées de la salle n'ont d'ouïe, en effet, qu'à ce type de promesses pour faire la fête non sans leurs couleurs fétiches ; le vert et noir.

Son meeting d'hier à Constantine aura été donc un bide en la matière, puisque Ouyahia étonnera par deux fois. D'abord en éludant complètement la question des élections législatives et les enjeux politiques de ce rendez-vous et puis en «bilantant» positivement l'action et les perspectives de son gouvernement plutôt que son parti. Certes, il dira qu'il était venu promouvoir «une liste de militants constantinois et non pas une

liste de Chkara». Sans plus. Son clin d'œil au général à la retraite Mohamed Betchine au même titre que son rappel du contexte «de résistance» qui a enfanté le RND passeront sous silence contrairement à l'évocation d'une autre figure de cette ville, Abdelhak Benhamouda, en l'occurrence. Il aurait d'ailleurs souhaité que le défunt patron de l'UGTA soit aujourd'hui de ce monde pour constater que «l'Algérie qui n'était pas en mesure, en 1994, d'importer un navire de blé, paye une facture de 9 milliards de dollars de denrées alimentaires en 2010.

Aujourd'hui, ajoutera-t-il, nous vivons une véritable phase de relance économique et... d'augmentation des salaires et vous devez être fiers de votre pays qui a effacé toutes ses dettes». Quant à l'inflation et au pouvoir d'achat, il ne les abordera point. Enumérant les réalisations dont a



Photo : Samir Sid.

bénéficié la wilaya de Constantine, le SG du RND ne propose pas plus que les projets déjà inscrits sur les tablettes du gouvernement pour la capitale de l'Est.

«Mabrouk Alikoum. 70 000 logements, 20 centres de soins, un CHU, un hôtel Sheraton, 40 000 places pédagogiques à l'université, deux nouvelles zones industrielles, un pro-

gramme spécial pour la mise à niveau de la nouvelle-ville Ali-Mendjeli, la relance des industries mécanique, textile, pharmaceutique... et bien d'autres projets à venir».

Inintelligible, Ouyahia insiste pourtant sur le fait qu'il ne s'agit pas d'annonces faites pour les besoins de la campagne, «remerciez plutôt le

wali qui vous a bien défendu et Bouteflika». Le nom du président de la République et non moins président d'honneur du FLN, son rival direct dans les joutes électorales du 10 mai, revient tel un leitmotiv dans son discours à telle enseigne qu'il ne manquera pas de l'affubler du qualificatif de zaïm. «Ces élections ne seront pas semblables à celles de 1990 car l'Etat est debout et derrière lui se dresse un zaïm».

Traditionnellement éradicateur dans les circonstances d'échéances électorales, Ouyahia semble avoir recadré son discours puisqu'il est, désormais, sensible aussi bien à la douleur des familles des victimes du terrorisme qu'à celle des proches d'égarés» qui ont perdu la vie dans les maquis. Cela s'appelle «les bienfaits de la politique de la rahma, de l'entente civile et de la réconciliation nationale».

Mais il n'en demeure pas moins qu'il clame haut et fort qu'il n'existe pas «de programme politique théocratique, qu'il ne faut pas laisser le pays échoir entre les mains des pourvoyeurs de slogans, la fitna des chiites et la déferlante verte».

K. G.

ALI LASKRI À TIZI-OUZOU :**«Nous avons consulté nos militants»**

Hier, il semblait bien loin le temps où il fallait jouer des coudes pour pouvoir assister à un rassemblement du FFS.

La participation du plus vieux parti de l'opposition aux législatives est, sans aucun doute, la raison de la désaffection des rangs qui, d'ailleurs, faisait l'essentiel des commentaires des présents au stade Oukil-Ramdane, au centre-ville de Tizi-Ouzou, avant le coup d'envoi du meeting animé par le premier secrétaire du parti et tête de liste à Boumerdès, Ali Laskri, accompagné à l'occasion par les porte-étendards du parti pour les législatives à Bouira, Bordj Bou-Arréridj, Alger, Oran, Ghardaïa, Béjaïa et Tizi-Ouzou.

Les signes du désamour entre la direction du parti et sa base étaient tellement évidents que le premier secrétaire a axé l'essentiel de son intervention devant les «irréductibles» sur la décision du FFS de prendre part à ces élections. «Avant d'y aller, nous avons recueilli l'avis de nos militants à

travers l'ensemble du pays» arguait, comme pour une mise au point, Ali Laskri avant de faire le parallèle avec les précédentes élections lors desquelles le FFS avait brillé par son boycott.

Pour le parti de Hocine Aït Ahmed, l'urgence de la situation que traverse le pays aujourd'hui et le vent des changements intervenus chez nos voisins sont des arguments qui ne pouvaient permettre au FFS de ne pas s'impliquer «pour un changement pacifique».

L'autre argument de taille ayant fait que la balance penche pour que le FFS soit de la partie le 10 mai prochain est que les réformes initiées par le pouvoir, à travers les lois sur les partis, les associations ou encore la presse, ne l'agrément pas, parce qu'elles «nous ramènent en arrière». Une argumentation qui rejoint celle



Photo : Samir Sid.

mise en avant par Rachid Halet, le tête de liste à Tizi-Ouzou, lui qui estime qu'en prenant part aux législatives, le FFS s'est retrouvé comme dans l'obligation de «parer à l'urgence de la situation». Une urgence que les militants du FFS ne semblent pas vouloir saisir au point où, pour une fois, la discipline partisane dont ils ont toujours fait preuve risque d'être sérieusement ébranlée. C'est un vieux militant qui le dit.

A. M.

DISTRIBUTION INSUFFISANTE, INTOX...**La tension sur les carburants se poursuit**

La tension sur les carburants se poursuivait encore hier dans les stations-service du centre du pays. Certes, les produits étaient disponibles mais leur distribution était cependant insuffisante, les automobilistes cédant encore à l'intox.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Immenses jeudi et vendredi soir, les files de véhicules ont continué à l'être hier devant les stations-service de la capitale et d'autres régions du centre du pays. Dans certains quartiers d'Alger, notamment ceux de la périphérie ouest et du centre-ville, la circulation demeurait toujours perturbée à cause des longues chaînes d'automobilistes. Dans d'autres quartiers, les files s'étiraient mais moins nombreuses.

La tension sur les carburants, notamment le super, se poursuivait ainsi hier, moins forte parfois mais suscitant encore l'incompréhension. Manque de produits pétroliers ? Non, assure la société Naftal, en charge de la distribution des produits pétroliers et dont le P-dg n'a cessé, durant le week-

end, de rassurer sur la disponibilité des carburants. Tous les produits sont disponibles, assure Saïd Akreteche sur les ondes radiophoniques. Des assurances qui ne semblent pas convaincre les automobilistes qui continuaient de submerger les entrées des stations. Non, répondent également les responsables des stations mais qui relèvent, cependant, que la distribution telle que assurée reste insuffisante. Ainsi, le responsable de la station-service du 1^{er}-Mai a, hier, assuré qu'il dispose de stocks de carburants suffisants pour couvrir la demande mais sur une durée limitée.

Concernant l'essence super, ce gérant confie que la quantité disponible suffisait pour la journée, en attendant la rotation nocturne des camions-citernes de Naftal.

Dans le cas où cette livraison tardera, la distribution de super cessera a contrario des autres produits. D'autant qu'une commande de super faite depuis mercredi dernier n'avait pas encore été satisfaite jusqu'à hier, relève ce responsable qui déplore l'absence de répondant de la société de distribution.

Voire, c'est le système de distribution, le choix du mode nocturne et l'interdiction de circulation durant la journée ainsi que la contenance limitée à 27 000 litres pour les camions-citernes et qui ne satisfait pas toujours les gérants que ce gérant conteste. Ce dernier d'en appeler les pouvoirs publics et notamment le Wali d'Alger à lever ces interdictions. Or, cette situation s'aggrave par la propension des automobilistes à céder aisément à l'intox, aux rumeurs.

Lancées dans ce contexte politique et socio-économique particulier, ces rumeurs sur une grève des agents de Naftal ou une pénurie de carburants ont été pourtant démenties par la société de distribution et même par l'union privée des propriétaires de stations-service.

Et ce au-delà des facteurs liés à la vétusté des équipements des stations-service, les retards dans l'accostage des navires et la livraison des dépôts de carburants, et en somme les insuffisances et les dysfonctionnements du système et de la politique énergétique.

C. B.

**CONDAMNÉ
À 18 ANS DE
PRISON FERME****Achour
se pourvoit
en cassation**

Achour Abderrahmane, condamné jeudi dernier à dix-huit ans de prison ferme, fera appel de sa condamnation auprès de la Cour suprême, a-t-on appris de source proche de la défense.

Le pourvoi en cassation sera introduit, dès cette semaine, en attendant le jugement définitif pour la rédaction du mémoire du pourvoi.

Selon nos sources, l'ex-millionnaire de Koléa compte «user de tous les moyens légaux pour faire valoir ses droits et obtenir la révision de son procès».

A. B.